

RCS : REIMS Code greffe : 5103

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de REIMS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2009 B 00285 Numéro SIREN : 512 000 993 Nom ou dénomination : 2R Maintenance
--

Ce dépôt a été enregistré le 19/12/2019 sous le numéro de dépôt 9118

Rc

Comptes annuels

2R MAINTENANCE

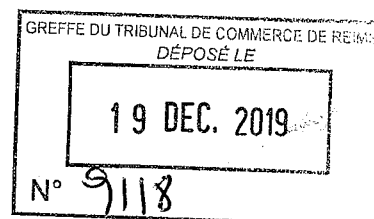
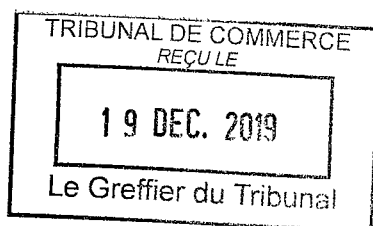
I ENTREE DES VERRIATS II

51500 CHAMPFLEURY

Exercice clos le 31/12/2017

APE : 4339Z

SIRET : 51200099300026



Fiduciaire de Champagne

Centre d'Affaires Colbert
34 rue des Moulins
51100 Reims

Tél : 03.26.49.05.00
Fax : 03.26.49.04.94

Bilan : l'actif

	Bilan au 31/12/2017			31/12/2016
	Brut	Amort/prov	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
▪ Immobilisation incorporelles				
Frais d'établissement				
Recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances & acomptes sur immo. incorporelles				
▪ Immobilisation corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel & outillage industriels	15 865,78	10 220,54	5 645,24	8 441,31
Autres immobilisations corporelles	29 263,74	24 961,33	4 302,41	4 861,11
Immobilisations en cours				
Avances & acomptes				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	450,00		450,00	450,00
ACTIF IMMOBILISE	45 579,52	35 181,87	10 397,65	13 752,42
Actif circulant				
▪ Stocks				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens	84 765,00		84 765,00	234 144,53
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
▪ Avances & acomptes versés / commande				
▪ Créances				
Clients et comptes rattachés	480 361,89	61 011,92	419 349,97	240 779,09
Autres créances				
Fournisseurs débiteurs	4 857,69		4 857,69	19 761,76
Personnel				393,89
Organismes sociaux				
Etat, impôts sur les bénéfices	11 558,00		11 558,00	13 114,00
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	40 178,41		40 178,41	53 077,47
Autres	178 798,49		178 798,49	61 119,75
Capital souscrit et appelé, non versé				
▪ Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	17 397,49		17 397,49	16 933,80
▪ Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	817 916,97	61 011,92	756 905,05	639 324,29
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF	863 496,49	96 193,79	767 302,70	653 076,71

Bilan : le passif

	Bilan arrêté au	
	31/12/2017	31/12/2016
Capitaux Propres		
Capital social ou individuel (dont versé : 45 000,00)	45 000,00	45 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	4 500,00	4 500,00
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	109 453,93	107 000,00
Report à nouveau		-17 423,54
Résultat de l'exercice	-350 738,96	19 877,47
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	-191 785,03	158 953,93
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<i>Total autres fonds propres</i>		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	12 000,00	
Provisions pour charges		
<i>Total provisions pour risques et charges</i>	<i>12 000,00</i>	
Dettes		
▪ Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts		
Découverts, concours bancaires	412 951,70	12 736,78
Emprunts et dettes financières diverses		
Divers		
Associés	1 961,84	1 961,84
▪ Avances & acomptes reçus sur commande et en cours		
▪ Autres dettes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	363 518,76	391 648,72
Dettes fiscales et sociales		
Personnel	10 414,71	11 834,34
Organismes sociaux	60 683,07	22 682,90
Etat, impôts sur les bénéfices		
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	70 616,92	48 501,46
Etat, obligations cautionnées		
Autres impôts, taxes et assimilés	2 839,80	1 576,97
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	24 100,93	3 179,77
▪ Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance		
DETTES	947 087,73	494 122,78
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF	767 302,70	653 076,71

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

Compte de résultat

	31/12/2017			31/12/2016	Variation
	France	Exportations	Total	Total	Total
Ventes de marchandises					
Production vendue biens	351 733,80		351 733,80	600 412,10	-248 678,30
Production vendue services	113 800,91		113 800,91	114 121,81	-320,90
Chiffres d'affaires Nets	465 534,71		465 534,71	714 533,91	-248 999,20
Production stockée			-149 379,53	192 363,19	-341 742,72
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation reçue					
Reprises sur amort. et prov., transfert de charge			2 228,65	48 162,24	-45 933,59
Autres Produits			223,66	60,10	163,56
Total des produits d'exploitation			318 607,49	955 119,44	-636 511,95
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements			69 936,85	175 753,53	-105 816,68
Variation de stock matières premières et autres approv.					
Autres achats et charges externes			287 185,74	467 425,37	-180 239,63
Impôts, taxes et versements assimilés			4 429,17	4 358,47	70,70
Salaires et traitements			158 500,14	182 826,66	-24 326,52
Charges sociales			75 251,03	91 128,85	-15 877,82
Dotations aux amortissements sur immobilisations			4 117,50	3 848,89	268,61
Dotations aux provisions sur immobilisations					
Dotations aux provisions sur actif circulant			35 105,59	1 606,50	33 499,09
Dotations aux provisions pour risques et charges					
Autres charges			3,91	193,81	-189,90
Total des charges d'exploitation			634 529,93	927 142,08	-292 612,15
RESULTAT EXPLOITATION			-315 922,44	27 977,36	-343 899,80
Bénéfice attribué ou perte transférée					
Perte supportée ou bénéfice transféré					
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières					
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur provisions et transferts de charge					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers					
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées			11 063,12	1 939,00	9 124,12
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières			11 063,12	1 939,00	9 124,12
RESULTAT FINANCIER			-11 063,12	-1 939,00	-9 124,12
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-326 985,56	26 038,36	-353 023,92
Produits exceptionnels sur opérations de gestion					
Produits exceptionnels sur opérations en capital					
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Total des produits exceptionnels					
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			11 266,13	6 160,89	5 105,24
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			487,27		487,27
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			12 000,00		12 000,00
Total des charges exceptionnelles			23 753,40	6 160,89	17 592,51
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-23 753,40	-6 160,89	-17 592,51
Participation des salariés					
Impôts sur les bénéfices					
Total des Produits			318 607,49	955 119,44	-636 511,95
Total des charges			669 346,45	935 241,97	-265 895,52
RESULTAT NET			-350 738,96	19 877,47	-370 616,43
Dont Crédit-bail mobilier			9 414,24	8 398,25	1 015,99
Dont Crédit-bail immobilier					

ANNEXES

Préambule

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 767 302,70 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -350 738,96 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

Immobilisations incorporelles et corporelles

L'entreprise satisfaisant à deux des trois critères fixés à l'article 17 du décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 modifié :

- total bilan inférieur ou égal à 3 500 000 €
- chiffre d'affaires inférieur ou égal à 7 300 000 €
- nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice inférieur ou égal à 50

et conformément à l'avis 2005-D du Conseil National de la Comptabilité, l'amortissement des immobilisations non décomposables continue d'être pratiqué sur leur durée d'usage, avec l'utilisation du mode dégressif pour les biens y ouvrant le droit en application de la législation fiscale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Aucune immobilisation décomposable n'a été identifiée et individualisée.

Les durées d'usage retenues pour l'évaluation des amortissements sont principalement les suivantes :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Matériel Industriel	05 ans
Installations et Agencements	10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	03 ans
Mobilier	05 à 10 ans

Stocks

Les travaux en-cours sont évalués au prix de vente sur la base du niveau d'avancement.

Ainsi, à la date de clôture, l'analyse des dossiers en-cours met en évidence, selon l'avancement des travaux et le niveau de facturation : un montant d'en-cours de production égal à 84 765 euros.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Passif relatif aux retraites et aux avantages accordés aux salariés

L'évaluation des indemnités de fin de carrière est déterminée en application de la convention collective et en tenant compte des éléments suivants :

- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux d'actualisation : 2 %
- Coefficient Turn-over : 1 (faible)
- Taux de charges sociales : 38.5 %

Selon ces hypothèses, l'engagement calculé au 31 décembre 2017 est nul par absence d'ancienneté suffisante.

Comptabilisation, Présentation Du Cice

La structure est éligible au dispositif Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi qui permet aux entreprises d'alléger le coût du travail sous forme de réduction d'impôt à compter du 1er janvier 2013.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 649 (ANC, note d'information du 28 février 2013).

Base : La masse salariale à retenir est les rémunérations qui n'excèdent pas 2,5 SMIC annuels

Taux : 7% de la base au titre de 2017.

Le produit comptabilisé sur l'exercice s'élève à 11 558 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts en matière de reconstitution du fonds de roulement.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	17 766		1 250
Autres installations, agencements, aménagements	5 587		
Matériel de transport	22 060		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 813		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	48 226		1 250
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	450		450
TOTAL	450		450
TOTAL GENERAL	48 676		1 700

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels		3 150	15 866	15 866
Autres installations, agencements, aménagements			5 587	5 587
Matériel de transport			22 060	22 060
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 196	1 617	1 617
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		4 346	45 130	45 130
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			450	450
TOTAL			450	450
TOTAL GENERAL		4 346	45 580	45 580

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	9 324	3 559	2 663	10 221
Installations générales, agencements divers	726	559		1 285
Matériel de transport	22 060			22 060
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 813		1 196	1 617
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	34 923	4 118	3 859	35 182
TOTAL GENERAL	34 923	4 118	3 859	35 182

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 559				
Installations générales, agencements divers	559				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier					
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	4 118				
TOTAL GENERAL	4 118				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions		12 000		12 000
TOTAL Provisions		12 000		12 000
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations				
	26 392	35 106	486	61 012
TOTAL Dépréciations	26 392	35 106	486	61 012
TOTAL GENERAL	26 392	47 106	486	73 012
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		35 106 12 000	486	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	450		450
Clients douteux ou litigieux	58 284	58 284	
Autres créances clients	422 078	422 078	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	11 558	11 558	
- T.V.A	40 178	40 178	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	78 898	78 898	
Débiteurs divers	104 758	104 758	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	716 204	715 754	450
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	412 952	412 952		
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	363 519	363 519		
Personnel et comptes rattachés	10 415	10 415		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	60 683	60 683		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	70 617	70 617		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	2 840	2 840		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 962	1 962		
Autres dettes	24 101	24 101		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	947 088	947 088		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Autres tableaux

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	461 758
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	3 150
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	464 908

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 682
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 340
Dettes fiscales et sociales	4 520
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	10 685
TOTAL	94 227

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
En cours Dailly au 31 décembre 2017 Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	409 124
TOTAL	409 124
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

R2

2R MAINTENANCE
Société par actions simplifiée au capital de 45.000 €
Siège social : 5 avenue Benoit Frachon - La Neuville 51100 REIMS
512 000 993 RCS REIMS

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 16 DECEMBRE 2019**

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élevant à 350.738,96 € au compte « *report à nouveau* ».

L'Assemblée Générale constate que compte tenu de ce résultat, les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social. Il conviendra donc, conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce, de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société, dans le délai de quatre mois à compter de la date de la présente assemblée générale.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois exercices précédents.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 16 DECEMBRE 2019

Vote pour 440 Vote contre Abstentions

Résolution : Adoptée - Repoussée

Certifié conforme
La Présidente



Laure-France TIMAR-SCHUBERT
Commissaire aux Comptes
12 rue Victor Massé
75009 - PARIS

2R MAINTENANCE
1 Entrée des Verriats II
51500 CHAMPFLEURY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2017

Laure-France Timar-Schubert
12 rue Victor Massé
75009 Paris

2R MAINTENANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Au Président de la Société **2R MAINTENANCE**

I - Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale ordinaire tenue en date du 30 juin 2016, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société **2R MAINTENANCE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport,

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; j'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les

plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, je vous signale que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L 441-6-1 dudit code, n'ont pu être mentionnées dans le rapport de gestion

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

2R MAINTENANCE

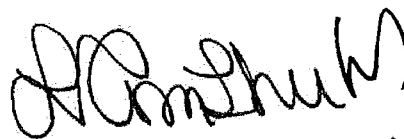
Rapport général du commissaire aux comptes – Exercice clos le 31 décembre 2017

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 7 décembre 2018

Le Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



L.-F. Timar-Schubert

Comptes annuels

2R MAINTENANCE

I ENTREE DES VERRIATS II

51500 CHAMPFLEURY

Exercice clos le 31/12/2017

APE : 4339Z

SIRET : 51200099300026

Fiduciaire de Champagne

Centre d'Affaires Colbert
34 rue des Moulins
51100 Reims

Tél : 03.26.49.05.00
Fax : 03.26.49.04.94

Sommaire

Présentation des comptes annuels en Euros	1
Bilan	2
Bilan : l'actif	3
Bilan : le passif	4
Compte de résultat	5
Détail bilan et Compte de résultat	6
Bilan détaillé : Actif	7
Bilan détaillé : Passif	9
Compte de résultat détaillé	12
Annexes	15
Préambule	16
Règles et méthodes comptables	17
Immobilisations incorporelles et corporelles	17
Stocks	18
Créances et dettes	18
Passif relatif aux retraites et aux avantages accordés aux salariés	18
Comptabilisation, Présentation Du Cice	18
Changements de méthode	18
Etat des immobilisations	19
Etat des amortissements	20
Etat des provisions	21
Etat des échéances des créances et des dettes	22
Autres tableaux	23
Produits et avoirs à recevoir	23
Charges à payer et avoirs à établir	23
Engagements financiers	24

Présentation des comptes annuels en Euros

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de l'entreprise

2R MAINTENANCE

pour l'exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

et conformément à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes définies par l'Ordre des Experts Comptables.

A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux ci, je n'ai pas relevé d'élément remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice 2017, établis en avril 2019 par suite d'attente d'éléments de la part de la société, ci-joints, se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan 767 302,70 €

Chiffre d'affaires 465 534,71 €

Résultat net comptable -350 738,96 €

Fait à Reims
Le 27/04/2019

Christine FOUREUR
Expert Comptable

BILAN

Bilan : l'actif

	Bilan au 31/12/2017			31/12/2016
	Brut	Amort/prov	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé				
▪ Immobilisation incorporelles				
Frais d'établissement				
Recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances & acomptes sur immo. incorporelles				
▪ Immobilisation corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel & outillage industriels	15 865,78	10 220,54	5 645,24	8 441,31
Autres immobilisations corporelles	29 263,74	24 961,33	4 302,41	4 861,11
Immobilisations en cours				
Avances & acomptes				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	450,00		450,00	450,00
ACTIF IMMOBILISE	45 579,52	35 181,87	10 397,65	13 752,42
Actif circulant				
▪ Stocks				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens	84 765,00		84 765,00	234 144,53
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
▪ Avances & acomptes versés / commande				
▪ Créances				
Clients et comptes rattachés	480 361,89	61 011,92	419 349,97	240 779,09
Autres créances				
Fournisseurs débiteurs	4 857,69		4 857,69	19 761,76
Personnel				393,89
Organismes sociaux				
Etat, impôts sur les bénéfices	11 558,00		11 558,00	13 114,00
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	40 178,41		40 178,41	53 077,47
Autres	178 798,49		178 798,49	61 119,75
Capital souscrit et appelé, non versé				
▪ Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	17 397,49		17 397,49	16 933,80
▪ Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	817 916,97	61 011,92	756 905,05	639 324,29
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	863 496,49	96 193,79	767 302,70	653 076,71

ANNEXES

Préambule

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 767 302,70 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -350 738,96 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

Immobilisations incorporelles et corporelles

L'entreprise satisfaisant à deux des trois critères fixés à l'article 17 du décret n°83-1020 du 29 novembre 1983 modifié :

- total bilan inférieur ou égal à 3 500 000 €
- chiffre d'affaires inférieur ou égal à 7 300 000 €
- nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice inférieur ou égal à 50

et conformément à l'avis 2005-D du Conseil National de la Comptabilité, l'amortissement des immobilisations non décomposables continue d'être pratiqué sur leur durée d'usage, avec l'utilisation du mode dégressif pour les biens y ouvrant le droit en application de la législation fiscale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Aucune immobilisation décomposable n'a été identifiée et individualisée.

Les durées d'usage retenues pour l'évaluation des amortissements sont principalement les suivantes :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Matériel Industriel	05 ans
Installations et Agencements	10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	03 ans
Mobilier	05 à 10 ans

Stocks

Les travaux en-cours sont évalués au prix de vente sur la base du niveau d'avancement.

Ainsi, à la date de clôture, l'analyse des dossiers en-cours met en évidence, selon l'avancement des travaux et le niveau de facturation : un montant d'en-cours de production égal à 84 765 euros.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Passif relatif aux retraites et aux avantages accordés aux salariés

L'évaluation des indemnités de fin de carrière est déterminée en application de la convention collective et en tenant compte des éléments suivants :

- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Taux d'actualisation : 2 %
- Coefficient Turn-over : 1 (faible)
- Taux de charges sociales : 38.5 %

Selon ces hypothèses, l'engagement calculé au 31 décembre 2017 est nul par absence d'ancienneté suffisante.

Comptabilisation, Présentation Du Cice

La structure est éligible au dispositif Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi qui permet aux entreprises d'alléger le coût du travail sous forme de réduction d'impôt à compter du 1er janvier 2013.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 649 (ANC, note d'information du 28 février 2013).

Base : La masse salariale à retenir est les rémunérations qui n'excèdent pas 2,5 SMIC annuels

Taux : 7% de la base au titre de 2017.

Le produit comptabilisé sur l'exercice s'élève à 11 558 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts en matière de reconstitution du fonds de roulement.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	17 766		1 250
Autres installations, agencements, aménagements	5 587		
Matériel de transport	22 060		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 813		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	48 226		1 250
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	450		450
TOTAL	450		450
TOTAL GENERAL	48 676		1 700

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Rév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels		3 150	15 866	15 866
Autres installations, agencements, aménagements			5 587	5 587
Matériel de transport			22 060	22 060
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 196	1 617	1 617
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		4 346	45 130	45 130
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			450	450
TOTAL			450	450
TOTAL GENERAL		4 346	45 580	45 580

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	9 324	3 559	2 663	10 221
Installations générales, agencements divers	726	559		1 285
Matériel de transport	22 060			22 060
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 813		1 196	1 617
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	34 923	4 118	3 859	35 182
TOTAL GENERAL	34 923	4 118	3 859	35 182

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 559				
Installations générales, agencements divers	559				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier					
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	4 118				
TOTAL GENERAL	4 118				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges		12 000		12 000
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions				
TOTAL Provisions		12 000		12 000
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	26 392	35 106	486	61 012
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations	26 392	35 106	486	61 012
TOTAL GENERAL	26 392	47 106	486	73 012
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		35 106	486	
- financières				
- exceptionnelles		12 000		

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	450		450
Clients douteux ou litigieux	58 284	58 284	
Autres créances clients	422 078	422 078	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	11 558	11 558	
- T.V.A	40 178	40 178	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	78 898	78 898	
Débiteurs divers	104 758	104 758	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	716 204	715 754	450
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	412 952	412 952		
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	363 519	363 519		
Personnel et comptes rattachés	10 415	10 415		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	60 683	60 683		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	70 617	70 617		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	2 840	2 840		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 962	1 962		
Autres dettes	24 101	24 101		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	947 088	947 088		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Autres tableaux

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	461 758
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	3 150
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	464 908

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 682
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 340
Dettes fiscales et sociales	4 520
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	10 685
TOTAL	94 227

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
En cours Dailly au 31 décembre 2017 Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	409 124
TOTAL	409 124
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	